

Le président du Bénin accusé d'escroquerie financière

@rib News, 21/08/2010 â€“ Source Reuters Le Parlement du Bénin demande la destitution du président Boni Yayi pour son rôle présumé dans une escroquerie financière dont auraient été victimes plusieurs milliers de ses concitoyens. Une cinquantaine des 83 députés béninois ont signé une lettre lui demandant de se présenter de lui-même devant la justice pour répondre de trahison et de parjure. Le président de l'Assemblée nationale béninoise a rejeté la demande de destitution du chef de l'Etat. Vendredi, Mathurin Coffi Nago a annoncé que la demande des députés était rejetée faute d'avoir observé les procédures requises.

Une majorité des deux-tiers est requise pour convoquer le chef de l'Etat et le soumettre à un procès pour trahison et faux témoignage. On ignore pour l'instant si une nouvelle demande de procédure de destitution va être déposée. Le président Yayi est soupçonné d'être maître d'une opération frauduleuse impliquant la société ICC Services, accusé d'avoir détourné quelque 100 milliards de francs CFA (150 millions d'euros environ) en faisant miroiter des placements d'un rendement de l'ordre de 20 à 50%. L'escroquerie reposait sur un schéma classique, la pyramide de Ponzi, où l'argent des derniers investisseurs attirés par les promesses d'enrichissement finance les intérêts versés aux premiers. Les sommes déposées étaient bloquées, et les épargnants n'ont pu retirer leurs économies. Dans leur lettre, les parlementaires accusent Yayi d'avoir reçu des représentants d'ICC Services à deux reprises au palais présidentiel et d'avoir "autorisé la société à mener ses activités illégales sur le territoire du Bénin". Le président a démenti, par l'intermédiaire de son porte-parole, tout rôle dans cette affaire. L'affaire a déclenché des percussions politiques: en juillet, Yayi a limogé son ministre de l'Intérieur, affirmant qu'il était directement impliqué dans l'escroquerie. Ce même mois, 100.000 Béninois étaient descendus dans la rue pour exiger des pouvoirs publics qu'ils les aident à récupérer leur argent perdu. Pour l'analyste Kissy Agyemen-Togobo, du cabinet IHS Global Insight, l'affaire risque de provoquer des turbulences politiques à l'approche des élections de 2011 dans ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, anciennement appelé Dahomey et situé entre le Togo et le Nigeria.